

TRADUCTION

F. 2000 — 3421

[C — 2000/36312]

22 DECEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement flamand réglant le fonctionnement du Fonds de financement pour le Désendettement et les Dépenses d'investissement uniques

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 22 décembre 2000 portant création d'un Fonds de financement pour le Désendettement et les Dépenses d'investissement uniques;

Vu l'accord du Ministre flamand compétent en matière de finances et de budget, donné le 22 décembre 2000;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le présent arrêté doit mettre en exécution le décret portant création d'un Fonds de financement pour le Désendettement et les Dépenses d'investissement uniques, qui n'a été adopté par le Parlement flamand que le 21 décembre 2000 et qui pourvoit au remaniement de crédits au sein du budget des dépenses pour l'année budgétaire 2000 comme pour l'année budgétaire 2001, le Gouvernement flamand doit approuver le présent arrêté le 31 décembre 2000 au plus tard;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement flamand, Ministre flamand des Finances, du Budget, de la Politique extérieure et des Affaires européennes,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le Fonds : le Fonds de financement pour le Désendettement et les Dépenses d'investissement uniques;

2° le Ministre flamand : le membre du Gouvernement flamand ayant les finances et le budget dans ses attributions;

3° le directeur général : le fonctionnaire dirigeant visé à l'article 2.

Art. 2. Le Ministre flamand conclut avec les autres membres du Gouvernement flamand des protocoles relatifs à la réalisation et au suivi des investissements uniques financés par le Fonds. Chacun des membres du Gouvernement flamand est chargé de la gestion des crédits fixés pour ses compétences au sein du Fonds. En tout cas, les protocoles règlent le mode de présentation des pièces justificatives comptables au fonctionnaire dirigeant.

Le fonctionnaire dirigeant de l'Administration de la Budgétisation, de la Comptabilité et de la Gestion financière est chargé de tenir la comptabilité du Fonds et de signer tout document et toute correspondance y afférents, au nom du Gouvernement flamand. Pour ce faire, il est autorisé à déléguer cette compétence, en tout ou en partie, aux fonctionnaires de niveau A placés sous son autorité.

Art. 3. Chaque trimestre, le fonctionnaire dirigeant fait rapport au Ministre flamand de l'utilisation des autorisations accordées en vertu du présent arrêté, des opérations comptables et budgétaires effectuées dans les limites de l'article 3.

Art. 4. Le Gouvernement flamand statue sur les membres du personnel, l'équipement et les installations devant être mis à la disposition du Fonds.

Art. 5. Chaque année, le Fonds dresse un budget, conformément aux directives fournies par le Gouvernement flamand et à l'arrêté du Gouvernement flamand du 21 mai 1997 relatif à une comptabilité économique intégrée et au rapport budgétaire pour les organismes publics flamands.

Art. 6. § 1^{er}. La comptabilité est tenue conformément à l'arrêté du Gouvernement flamand du 21 mai 1997.

§ 2. Conformément à l'article 6 du décret du 8 juillet 1996 contenant diverses mesures d'accompagnement de l'ajustement du budget 1996, le Gouvernement flamand doit disposer, au plus tard le 15 mars de l'année suivant l'année budgétaire, du compte annuel du Fonds.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 31 décembre 2000.

Art. 8. Le Ministre flamand ayant les finances et le budget dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 décembre 2000.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
Ministre flamand des Finances, du Budget, de la Politique extérieure et des Affaires européennes,
P. DEWAEL

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2000 — 3422

[C — 2000/29446]

28 AVRIL 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant règlement pour la nomination à chacun des grades et fixant les diplômes exigés au recrutement à certains grades à l'Office de la Naissance et de l'Enfance

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communautés et Régions et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, notamment les articles 13 et 64;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, notamment l'article 38, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, notamment l'article 30bis et ter, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances du 15 juillet 1998;

Vu l'accord du 17 juillet 1998 du Ministre ayant le budget dans ses attributions;

Vu l'accord du 17 juillet 1998 du Ministre ayant la fonction publique dans ses attributions;

Vu les négociations menées les 28 août 1998 et 5 mai 1999 au sein du Comité de Secteur XVII;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'enfance du 16 septembre 1998;

Vu la concertation menée le 24 novembre 1998 avec le Secrétaire permanent au recrutement;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 7 juin 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 28 juillet 1999 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'enfance et du Ministre de la fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

*CHAPITRE 1^{er} — Des conditions particulières de nomination par promotion
par accession au niveau supérieur, par promotion par avancement de grade,
par changement de grade ou par changement de catégorie*

Article 1^{er}. La nomination à chacun des grades prévus à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 portant fixation du cadre de l'Office de la Naissance et de l'Enfance a lieu aux conditions déterminées dans le tableau repris à l'annexe 1.

Art. 2. Lorsque la nomination à un grade déterminé est subordonnée à une vérification d'aptitudes professionnelles, le programme de celle-ci est arrêté par l'Administrateur Général avec la collaboration de l'Administrateur Général Adjoint.

Ce programme doit permettre, pour chaque type d'emplois considéré, de vérifier la capacité des candidats auxdits emplois à assumer les tâches déterminées qui y correspondent.

Ce programme fait l'objet d'une publicité.

Le bénéfice de cette vérification reste acquis à l'agent pour une période de cinq ans et, ce délai expiré, aussi longtemps que le programme n'est pas modifié.

Art. 3. § 1^{er} Pour chaque vérification d'aptitudes professionnelles, il est créé une commission présidée par l'Administrateur Général ou, en son absence, par l'Administrateur Général Adjoint.

Cette commission se compose en outre de trois membres, désignés parmi les agents par l'Administrateur Général ou, en son absence, par l'Administrateur Général Adjoint sur proposition du Conseil de Direction : un de ceux-ci doit être titulaire d'un grade de rang 12 au moins et l'un doit appartenir à l'entité administrative dans laquelle l'emploi est à pourvoir.

§ 2 Pour chaque vérification, le Président de la Commission peut faire appel à des techniciens appartenant à l'entité administrative dans laquelle l'emploi est à pourvoir. Le nombre de ces techniciens ne peut être supérieur à deux.

CHAPITRE II. — Diplômes exigés au recrutement à certains grades de l'Office de la Naissance et de l'Enfance

Art. 4. Les diplômes exigés au recrutement dans les grades de recrutement définis dans l'Arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, tel qu'applicable à l'Office de la Naissance et de l'Enfance, sont repris en annexe 2 du présent arrêté, en regard de l'intitulé de chacun de ces grades.

Toutefois, peuvent seuls participer à un concours de recrutement pour la nomination à un des grades repris à l'annexe 2 du présent arrêté les titulaires des diplômes ou qualifications ou expérience exigés pour celui-ci en fonction de la demande de recrutement adressée au Secrétariat Permanent de Recrutement.

Lorsque les exigences des fonctions à exercer ne s'y opposent pas, le secrétaire permanent au recrutement peut, pour le recrutement à un grade déterminé, admettre, outre les diplômes et certificats d'études indiqués à l'alinéa 1^{er}, d'autres diplômes et certificats qu'il désigne parmi les suivants :

1^o diplômes et certificats d'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement artistique de promotion socio-culturelle;

2^o diplômes et certificats d'enseignement technique, artistique ou professionnel secondaire de plein exercice.

Le Secrétaire permanent au recrutement peut, pour le recrutement à des grades déterminés des niveaux 3 et 4, exiger la possession de diplômes et certificats d'études ou de formation qu'il désigne lorsque cette condition est justifiée par le caractère technique ou spécialisé des fonctions à exercer.

Le Secrétaire permanent au recrutement peut, pour le recrutement à des grades déterminés des niveaux 1, 2+ et 2, admettre les porteurs de diplômes ou certificats de formation qu'il désigne lorsque cette condition est justifiée par le caractère technique ou spécialisé des fonctions à exercer, et pour autant que les détenteurs de ces diplômes ou certificats soient également porteurs d'un des titres d'études prévus au paragraphe 1^{er}.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Le Ministre de l'enfance et le Ministre de la fonction publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 avril 2000

Par le Gouvernement de la Communauté française,

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,
de l'Accueil et des Missions confiées à l'ONE,

J.-M. NOLLET

Le Ministre de la Jeunesse, de la Fonction Publique et de l'Enseignement de Promotion sociale,

W. TAMINIAUX

Annexe 1 — REGLEMENT ORGANIQUE - ONE

				Grades donnant accès aux grades visés sub 2							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Rang	Grade	Caté-gorie	Groupe	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Chagement de catégorie	Change-ment de groupe	Recru-tement	Conditions particulières
16	Administrateur-général	FGE	1							Oui	Désignation par le Gouvernement de la Communauté française
16	Administrateur général adjoint	FGE								Oui	Désignation par le Gouvernement de la Communauté française
15	Directeur général adjoint	FGE	1		Directeur						
12	Directeur	ADM	1		Attaché ou attaché principal						
11	Inspecteur principal	INS	2			Inspecteur					
11	Inspecteur principal	DES	1			Attaché					
11	Inspecteur principal	ADM	1			Attaché					
10	Inspecteur	INS	2	Attaché			Grades de niveau 2+ de la catégorie spécialisé de groupe 3			Oui	Pour 8 : limitation aux titulaires d'un diplôme d'assistant social ou d'infirmier gradué Pour 5 : vérification des aptitudes professionnelles
10	Attaché	EXP	1							Oui	
10	Attaché	ADM	1				Grades de niveau 2 ou 2+			Oui	
27	Premier gradué	SPE	3	Infirmier en chef inspecteur et sous-inspecteur	Gradué ou gradué principal						Pour 6 : vérification des aptitudes professionnelles
27	Premier gradué	SPE	2		Gradué ou gradué principal						Pour 6 : vérification des aptitudes professionnelles
27	Premier gradué	ADM	2		Gradué ou gradué principal						

				Degrees donnant accès aux grades visés sub 2							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Chagement de catégorie	Change-ment de groupe	Recru-tement	Conditions particulières
27	Infirmier en chef	ADM	1		Gradué ou graduée principal						
27	Infirmier en chef	SPE	3								
27	Inspecteur	SPE	3								
27	Sous-Inspecteur	SPE	3								
26	Gradué principal	SPE	3			Gradué					
26	Gradué principal	ADM	2			Gradué		SPE			Pour 9 : vérification des aptitudes professionnelles
26	Gradué principal	ADM	1			Gradué		SPE			Pour 9 : vérification des aptitudes professionnelles
25	Gradué	SPE	3						Oui		
25	Gradué	SPE	2				Grades de niveau 2 de la catégorie spécialisé de groupe 2		Oui		
25	Gradué	ADM	2				Grades de niveau 2	SPE		Oui	Pour 9 : vérification des aptitudes professionnelles
25	Gradué	ADM	1				Grades de niveau 2			Oui	
22	Premier assistant	SPE	2		Assistant ou assistant principal						
22	Premier assistant	ADM	2		Assistant ou assistant principal						
22	Premier assistant	ADM	1	Chef administratif	Sous-chef de bureau ou assistant ou assistant principal						
22	Chef administratif	ADM	1								
21	Assistant principal	SPE	2			Assistant					

				Degrees donnant accès aux grades visés sub 2							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Rang	Grade	Caté-gorie	Groupe	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Chagement de catégorie	Change-ment de groupe	Recru-tement	Conditions particulières
21	Assistant principal	ADM	2			Assistant					
21	Assistant principal	ADM	1			Assistant					
21	Sous-chef du bureau chef	ADM	1								
20	Assistant	SPE	2				Grades de niveau 3 de la catégorie spécialisé du groupe 2			Oui	
20	Assistant	ADM	2				Grades de niveau 3		1	Oui	Pour 10 : vérification des aptitudes à exercer une fonction comptable
20	Assistant	ADM	1				Grades de niveau 3			Oui	
32	Premier adjoint	SPE	2		Adjoint ou adjoint principal						Pour 6 : vérification des aptitudes professionnelles
32	Premier adjoint	SPE	1		Adjoint ou adjoint principal						Pour 6 : vérification des aptitudes professionnelles
32	Premier adjoint	ADM	3		Adjoint ou adjoint principal						
32	Premier adjoint	ADM	1		Adjoint ou adjoint principal						
31	Adjoint principal	SPE	2			Adjoint					
31	Adjoint principal	SPE	1			Adjoint					
31	Adjoint principal	ADM	3			Adjoint					
31	Adjoint principal	ADM	1			Adjoint					
30	Adjoint	SPE	2							Oui	
30	Adjoint	SPE	1				Grades de niveau 4			Oui	

				Degrees donnant accès aux grades visés sub 2							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe	Recrutement	Conditions particulières
30	Adjoint	ADM	3								
30	Adjoint	ADM	1				Grades de niveau 4			Oui	
42	Premier agent	ADM	1		Agent ou agent principal						
42	Premier agent	TEC	2		Agent ou agent principal						
42	Premier agent	TEC	1		Agent ou agent principal						
41	Agent principal	ADM	1			Agent		Technique			Pour 9 : Vérification des aptitudes professionnelles
41	Agent principal	TEC	2			Agent		Administratif	1		Pour 9 et 10 : vérification des aptitudes professionnelles
41	Agent principal	TEC	1			Agent					
40	Agent	ADM	1					Technique		Oui	Pour 9 : vérification des aptitudes professionnelles
40	Agent	TEC	2					Administratif	1	Oui	Aptitudes à la conduite de véhicules (le cas échéant)
40	Agent	TEC	1								Pour 10 : Vérification des aptitudes professionnelles

Légende :

FGE : fonctionnaire général

ADM : administratif

INS : inspection

SPE : spécialisé

EXP : expert

TEC : technique

Bruxelles, 28 avril 2000

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 avril 2000 portant règlement pour la nomination à chacun des grades et fixant les diplômes exigés au recrutement à certains grades à l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Par le Gouvernement de la Communauté française,

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'ONE,

J.-M. NOLLET

Le Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique et de l'Enseignement de Promotion sociale,

W. TAMINIAUX

ANNEXE 2. — Conditions particulières au recrutement

Inspecteur. — Inspection. — 2

a) Etre porteur d'un des diplômes suivants;

Licencié en :

- criminologie ou sciences criminologiques
- sciences de l'éducation ou pédagogique
- psychologie ou en sciences psychologiques
- sciences de la famille et de la sexualité
- psychologie appliquée
- sciences psychologiques et pédagogiques
- sciences psycho-pédagogiques
- politique de formation
- sciences et techniques de la formation continue
- sciences sociales
- sciences politiques et sociales (groupe sciences sociales)
- sciences politiques
- administration publique
- sciences administratives
- sociologie
- communication sociale
- information et communication
- communication appliquée
- sciences sociales du travail ou sciences du travail
- travail social
- sciences économiques et sociales (orientation sciences sociales)
- droit
- politique économique et sociale
- sciences hospitalières
- sciences médico-sociales et hospitalières
- éducation à la santé
- sciences sanitaires
- sciences de la santé publique

- licence spéciale en santé publique ou en sciences hospitalières ou diplôme d'études complémentaires, spécialisées ou approfondies dans ces spécialités, basés sur un diplôme donnant accès aux emplois du niveau 1 (licencié au moins)

b) Justifier d'une expérience utile de cinq années dans le domaine social ou le domaine de la petite enfance.

Attaché. — EXPERT. — 1 (Ingénieur industriel - SIPPT)

Ingénieur industriel

Ingénieur civil

Ingénieur architecte.

Gradué. — Spécialisé — 3

Etre en possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur social ou paramédical de plein exercice, de type court ou d'un diplôme délivré antérieurement à la restructuration de l'enseignement technique par une école technique supérieure du premier degré ou par une école d'enseignement technique classée dans la catégorie A1.

Selon la qualification :

1) logopède : diplôme octroyant ce titre.

2) kinésithérapeute : diplôme octroyant ce titre.

3) assistante sociale : diplôme d'assistant(e) social(e) ou d'auxiliaire social(e).

4) assistant(e) en psychologie : diplôme d'assistant en psychologie délivré par un établissement d'enseignement supérieur du 1^{er} degré.

5) ergothérapeute : diplôme octroyant ce titre.

6) infirmier(ère) : - diplôme d'infirmier(ère) gradué(e) social(e), d'infirmier(ère) gradué(e) hospitalier(ère), d'infirmier(ère) gradué(e) de pédiatrie ou d'accoucheur(se) délivré en application de l'A.R. du 17.08.1957 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier ou d'infirmière ou être autorisé à porter l'un des titres précédés, en application de l'article 25 de l'arrêté royal du 17.08.1957;

- diplôme d'infirmier(ère) gradué(e), d'infirmier(ère) gradué(e) spécialisé(e) en santé communautaire, spécialisé(e) en pédiatrie ou d'accoucheur(euse), délivré en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 avril 1994 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheur(euse) ou d'infirmier(ère) gradué(e).

Gradué - Spécialisé - 2

1) Educateur : être au moins titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur social, pédagogique ou paramédical de type court (de plein exercice ou de promotion sociale).

2) adjoint du responsable du SIPPT : - diplôme de géomètre-expert immobilier

- diplôme d'ingénieur technicien

- diplôme de l'enseignement supérieur technique ou artistique de type court (anc. 1^{er} degré, catégorie A1 ou A7/A1).

Gradué. — Administratif — 1

- graduat en bibliothéconomie et documentation classé dans l'enseignement supérieur social de type court et de plein exercice ou de promotion sociale

- diplôme de l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice, délivré par un établissement, créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou l'une des Communautés ou par un jury d'exams institué par l'Etat ou l'une des Communautés et brevet d'aptitude à gérer une bibliothèque publique délivré par le Ministère de la Communauté française (service public de la lecture).

- diplôme de l'enseignement supérieur économique de type court de plein exercice ou de promotion sociale (anc. Ens. Sup. du 1^{er} degré, A6/A1 ou B3/B1 supérieur) ou d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur section « commerce » ou d'agrégé d'enseignement secondaire inférieur (toutes sections) avec option complémentaire « économie » appartenant à l'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice ».

Gradué. — Administratif — 2 (Fonctions comptables)

- diplôme de l'enseignement supérieur de type court, de plein exercice ou de promotion sociale, obtenu dans une section comptabilité.

- diplôme d'enseignement supérieur économique de type court et de plein exercice ou de promotion sociale délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou l'une des Communautés ou par un jury d'examen organisé par l'Etat ou l'une des Communautés

diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, section « commerce » ou d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (toutes sections) avec option complémentaire « économie » appartenant à l'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice.

Adjoint. — Spécialisé — 2

(Puéricultrices)

- brevet, certificat ou attestation de fin d'études professionnelles secondaires supérieures (section puériculture).

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du

portant règlement pour la nomination à chacun des grades et fixant les diplômes exigés au recrutement à certains grades de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Bruxelles, le 28 avril 2000

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'enseignement fondamental,
de l'accueil et des missions confiés à l'ONE

J.-M. NOLLET

Le Ministre de la Jeunesse, de la Fonction Publique et de l'Enseignement de Promotion Sociale

W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2000 — 3422

[C — 2000/29446]

28 APRIL 2000. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende regeling voor de benoeming in elk van de graden en vaststelling van de diploma's die vereist zijn voor de werving in sommige graden bij de « Office de la Naissance et de l'Enfance »

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap), inzonderheid op artikel 19 § 2, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de Diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, inzonderheid op de artikelen 13 en 64;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 38, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 30 bis en ter, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap);

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 juli 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, gegeven op 17 juli 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren, gegeven op 17 juli 1998;

Gelet op de onderhandelingen die op 28 augustus 1998 en 5 mei 1999 binnen het Comité van Sector XVII werden gevoerd;

Gelet op het advies van de Directieraad van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », gegeven op 16 september 1998;

Gelet op het overleg gevoerd op 24 november 1998 met de Vast Wervingssecretaris;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 juni 1999 over de aanvraag om advies dat door de Raad van State binnen een termijn van één maand te geven is;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 28 juli 1999 met toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn en van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — *De bijzondere voorwaarden voor de benoeming door bevordering
door overgang naar het hogere niveau, door bevordering
door verhoging in graad, door verandering van graad of door verandering van categorie***

Artikel 1. De benoeming in elk van de graden bepaald in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap) wordt uitgevoerd onder de voorwaarden bepaald in de in bijlage 1 vermelde tabel.

Art. 2. Wanneer de benoeming in een bepaalde graad afhankelijk wordt gemaakt van de verificatie van de beroepsbekwaamheid, dan wordt het programma ervan door de Administrateur-Generaal vastgesteld met de medewerking van de Adjunct-Administrateur-Generaal.

Dat programma moet het mogelijk maken, voor elk in aanmerking komend type betrekking, de bekwaamheid te verifiëren van de kandidaten voor die betrekking om de bepaalde taken uit te voeren die met deze overeenstemmen.

Dat programma wordt bekendgemaakt.

De ambtenaar blijft het voordeel van die verificatie genieten voor een periode van vijf jaar, en, wanneer die termijn verstrekken is, zolang het programma niet is gewijzigd.

Art. 3. § 1. Voor elke verificatie van beroepsbekwaamheid, wordt er een commissie opgericht die door de Administrateur-generaal of, bij diens afwezigheid, door de Adjunct-Administrateur-Generaal wordt voorgezeten.

Die commissie is bovendien samengesteld uit drie leden, aangesteld uit de ambtenaren door de Administrateur-Generaal of, bij diens afwezigheid, door de Adjunct-Administrateur-Generaal, op de voordracht van de Directieraad : één van die moet titularis zijn van een graad van ten minste rang 12 en één moet behoren tot de administratieve entiteit waarin de betrekking toe te kennen is.

S 2. Voor elke verificatie kan de Voorzitter van de Commissie een beroep doen op technici die behoren tot de administratieve entiteit waarin de betrekking toe te kennen is.

Het aantal technici mag niet hoger zijn dan twee.

**HOOFDSTUK II. — *Diploma's die vereist zijn voor de werving in sommige graden
van de « Office de la Naissance et de l'Enfance »***

Art. 4. De diploma's die vereist zijn voor de werving in de wervingsgraden bepaald in het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals het van toepassing is op de « Office de la Naissance et de l'Enfance », worden in bijlage 2 van dit besluit vermeld naast de benaming van elk van die graden.

Aan een vergelijkend wervingsexamen voor de benoeming in één van de graden vermeld in bijlage 2 van dit besluit kunnen echter alleen deelnemen, de titularissen van de diploma's of kwalificaties of de ervaring, vereist voor die graad op grond van de aanvraag om werving gericht aan het Vast Wervingssecretariaat.

Wanneer dit niet strijdig is met de vereisten van het uit te oefenen ambt, kan de Vast Wervingssecretaris, voor de werving in een bepaalde graad, naast de diploma's en studiegetuigschriften vermeld in lid 1, andere diploma's en getuigschriften in aanmerking nemen, die aan te wijzen zijn onder de volgende :

1° diploma's en getuigschriften van het onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs voor sociaal-culturele promotie;

2° diploma's en getuigschriften van het technisch, kunst- of beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan.

De Vast Wervingssecretaris kan, voor de werving in bepaalde graden van de niveaus 3 en 4, het bezit eisen van de diploma's en studie- of vormingsgetuigschriften die hij aanwijst wanneer die voorwaarde verantwoord is wegens de technische of gespecialiseerde aard van de uit te oefenen ambten.

De Vast Wervingssecretaris kan, voor de werving in bepaalde graden van de niveaus 1, 2+ en 2, de houders van diploma's of vormingsgetuigschriften die hij aanwijst, toelaten, wanneer deze voorwaarde verantwoord is wegens de technische of gespecialiseerde aard van de uit te oefenen ambten, en voor zover de houders van die diploma's of getuigschriften eveneenshouder zijn van één van de in paragraaf 1 bepaalde studiebewijzen.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. De Minister van Kinderwelzijn en de Minister van Ambtenarenzaken zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 april 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,
De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Jeugdzaken, Ambtenarenzaken en Onderwijs voor sociale promotie,
W. TAMINIAUX

Bijlage 1. — ORGANIEK REGLEMENT B « ONE »

				Graden die toegang verlenen tot de graden bedoeld sub 2							
1 Rang	2 Graad	3 Cate- gorie	4 Groep	5 Verandering van graad	6 Bevordering door verho- ging in graad	7 Bevordering in de vlakke loopbaan	8 Bevordering door overgang naar het hogere niveau	9 Verander- ing van categorie	10 Verande- ring van groep	11 Werving	12 Bijzondere voorwaarden
16	Administrateur-generaal	A-G	1							Ja	Aanwijzing door de Regering van de Franse Gemeenschap
16	Adjunct-administrateur-generaal	A-G								Ja	Aanwijzing door de Regering van de Franse Gemeenschap
15	Adjunct-directeur-generaal	A-G	1		Directeur						
12	Directeur	ADM	1		Attaché of eerstaanwezend attaché						
11	Eerstaanwezend inspecteur	INS	2			Inspecteur					
11	Eerstaanwezend attaché	DES	1			Attaché					
11	Eerstaanwezend attaché	ADM	1			Attaché					
10	Inspecteur	INS	2	Attaché			Graden van niveau 2+ van de categorie « gespecialiseerd » van groep 3			Ja	Voor 8 : beperking tot de titularissen van een diploma van maatschappelijk assistent of gegradeerd verpleger Voor 5 : verificatie van de beroepsbekwaamheid
10	Attaché	DES	1							Ja	
10	Attaché	ADM	1				Graden van niveau 2 of 2+			Ja	

				Graden die toegang verlenen tot de graden bedoeld sub 2							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Rang	Graad	Cate-gorie	Groep	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering in de vlakke loopbaan	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Verandering van categorie	Verande-ring van groep	Werving	Bijzondere voorwaarden
27	Eerste gegradeerde	GES	3	Hoofdverpleger Inspecteur en onderinspecteur	Gegra-deerde of eerstaanwe-zend gegradeerde						Voor 6 : verificatie van de beroepsbe-kwaamheid
27	Eerste gegradeerde	GES	2		Gegra-deerde of eerstaanwe-zend gegradeerde						Voor 6 : verificatie van de beroepsbe-kwaamheid
27	Eerste gegradeerde	ADM	2		Gegra-deerde of eerstaanwe-zend gegradeerde						
27	Eerste gegradeerde	ADM	1		Graduateerde of eerstaanwe-zend gegradeerde						
27	Hoofdverpleger	GES	3								
27	Inspecteur	GES	3								
27	Onderinspecteur	GES	3								
26	Eerstaanwe-zend gegradeerde	GES	3			Gegra-deerde					
26	Eerstaanwe-zend gegradeerde	ADM	2			Gegra-deerde		GES			Voor 9 : verificatie van de beroepsbe-kwaamheid
26	Eerstaanwe-zend gegradeerde	ADM	1			Gegra-deerde		GES			Voor 9 : verificatie van de beroepsbe-kwaamheid

				Graden die toegang verlenen tot de graden bedoeld sub 2							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Rang	Graad	Cate-gorie	Groep	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering in de vlakke loopbaan	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Verandering van categorie	Verande-ring van groep	Werving	Bijzondere voorwaarden
25	Gegra-dueerde	GES	3							Ja	
25	Gegra-dueerde	GES	2				Graden van niveau 2 van de categorie « gespecialiseerd » van groep 2			Ja	
25	Gegra-dueerde	ADM	2				Graden van niveau 2	GES		Ja	Voor 9 : verificatie van de beroepsbekwaamheid
25	Gegra-dueerde	ADM	1				Graden van niveau 2			Ja	
22	Eerste assis-tent	GES	2		Assistent of eerstaanwe-zend assis-tent						
22	Eerste assis-tent	ADM	2		Assistent of eerstaanwe-zend assis-tent						
22	Eerste assis-tent	ADM	1	Bestuurschef	Onderbu-reaucchef of assistent of eerstaanwe-zend assis-tent						
22	Bestuurschef	ADM	1								
21	Eerstaanwe-zend assis-tent	GES	2			Assistent					
21	Eerstaanwe-zend assis-tent	ADM	2			Assistent					

				Graden die toegang verlenen tot de graden bedoeld sub 2							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Rang	Graad	Cate-gorie	Groep	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering in de vlakke loopbaan	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Verandering van categorie	Verande-ring van groep	Werving	Bijzondere voorwaarden
30	Adjunct	ADM	1				Graden van niveau 4			Ja	
42	Eerste beambte	ADM	1		Beambte of eerstaanwezend beambte						
42	Eerste beambte	TEC	2		Beambte of eerstaanwezend beambte						
42	Eerste beambte	TEC	1		Beambte of eerstaanwezend beambte						
41	Eerstaanwezend beambte	ADM	1			Beambte		Technisch			Voor 9 : verificatie van de beroepsbekwaamheid
41	Eerstaanwezend beambte	TEC	2			Beambte		Administratief	1		Voor 9 en 10 : verificatie van de beroepsbekwaamheid
41	Eerstaanwezend beambte	TEC	1			Beambte					
40	Beambte	ADM	1					Technisch		Ja	Voor 9 : verificatie van de beroepsbekwaamheid
40	Beambte	TEC	2					Administratief	1	Ja	Bekwaamheid tot het besturen van voertuigen (in voorkomend geval) Voor 10 : verificatie van de beroepsbekwaamheid
40	Beambte	TEC	1							Ja	

Verklaring van de tekens :

A-G : ambtenaar-generaal

ADM : administratief

INS : inspectie

GES : gespecialiseerd

DES : deskundig

TEC : technisch

Brussel, 28 april 2000

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 april 2000 houdende regeling voor de benoeming in elk van de graden en vaststelling van de diploma's die vereist zijn voor de werving in sommige graden bij de « Office de la Naissance et de l'Enfance ».

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J.-M. NOLLET

De Minister van Jeugdzaken, Ambtenarenzaken en Onderwijs voor sociale promotie,

W. TAMINIAUX

BIJLAGE 2 — BIJZONDERE WERVINGSVOORWAARDEN

Inspecteur B Inspectie B 2

a) Houder zijn van één van de volgende diploma's :

Licentiaat :

- criminologie of criminologische wetenschappen
- opvoedingswetenschappen of pedagogie
- psychologie of psychologische wetenschappen
- wetenschappen over gezin en seksualiteit
- toegepaste psychologie
- psychologische en pedagogische wetenschappen
- psycho-pedagogische wetenschappen
- vormingsbeleid
- wetenschappen en technieken inzake permanente vorming
- sociale wetenschappen
- politieke en sociale wetenschappen (groep sociale wetenschappen)
- politieke wetenschappen
- overheidsadministratie
- administratieve wetenschappen
- sociologie
- sociale communicatie
- informatie en communicatie
- toegepaste communicatie
- sociale arbeidswetenschappen of arbeidswetenschappen
- maatschappelijk werk
- economische en sociale wetenschappen (richting : sociale wetenschappen)
- in de rechten
- economische en maatschappelijke politiek
- ziekenhuiswetenschappen
- medisch-sociaal en ziekenhuiswetenschappen
- gezondheidsopvoeding
- sanitaire wetenschappen
- wetenschappen van de openbare gezondheid
- bijzondere licentie in de openbare gezondheid of in de ziekenhuiswetenschappen of diploma van bijkomende, gespecialiseerde of grondige studies in deze vakken, op basis van een diploma dat toegang verleent tot de betrekkingen van niveau 1 (minstens licentiaat)

b) Getuigen van een nuttige ervaring van vijf jaar op het maatschappelijk gebied of op het gebied van de vroegere kinderjaren.

Attaché. — Deskundige. — 1 (Industrieel ingenieur — SIPPT)

Industrieel ingenieur

Burgerlijk ingenieur

Ingenieur architect.

Gegradueerde — Gespecialiseerd — 3

Houder zijn van een diploma van het hoger maatschappelijk onderwijs of van het paramedisch onderwijs met volledig leerplan, van het korte type of van een diploma uitgereikt voor de herstructurering van het technisch onderwijs door een hoge technische school van de eerste graad of door een school voor technisch onderwijs gerangschikt in categorie A1.

Naargelang de bevoegdheid :

- 1) logopedist : het diploma dat deze titel verleent.
- 2) kinesitherapeut : het diploma dat deze titel verleent.
- 3) maatschappelijk assistente : het diploma maatschappelijk assistent(e) of maatschappelijk hulpwerker(-ster).
- 4) assistent(e) in de psychologie : diploma van assistent in de psychologie uitgereikt door een inrichting voor hoger onderwijs van de eerste graad.
- 5) ergotherapeut : het diploma dat deze titel verleent.
- 6) verpleger (-ster) : - diploma van maatschappelijk gegradeerd(e) verpleger(-ster), gegradeerd(e) ziekenhuisverpleger(-ster), gegradeerd(e) verpleger(-ster) in de pediatrie of verloskundige (vroedvrouw) uitgereikt met toepassing van het koninklijk besluit van 17.08.1957;
 - diploma van gegradeerd(e) verpleger(-ster) of gegradeerde verpleger(-ster) gespecialiseerd in gemeenschapsgezondheid, in pediatrie of van verloskundige (vroedvrouw), uitgereikt in toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 april 1994 houdende de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw en gegradeerd(e) verpleger of verpleegster wordt toegekend.

Gegradeerde — Gespecialiseerd — 2

- 1) Opvoeder : minstens titularis zijn van een diploma van het maatschappelijk, pedagogisch of paramedisch hoger onderwijs van het korte type (met volledig leerplan of voor sociale promotie).
- 2) adjunct van de SIPPT verantwoordelijke :
 - diploma landmeter — expert onroerende goederen
 - diploma technisch ingenieur
 - diploma van het technisch hoger onderwijs of het kunstonderwijs van het korte type (voorm. 1ste graad, categorie A1 of A7/A1).

Gegradeerde — Administratief — 1

- graduaat van het hoger onderwijs van het korte type en met volledig leerplan, uitgereikt door een inrichting ingericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of één van de Gemeenschappen of een examenjury ingesteld door de Staat of één van de Gemeenschappen en bekwaamheidsbewijs om een openbare bibliotheek te beheren uitgereikt door het Ministerie van de Franse Gemeenschap (openbare dienst voor lectuurvoorziening).

- diploma van het economisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan of voor sociale promotie (voorm. Hoger Ond. van de 1ste graad, A6/A1 of hoger B3/B1) of van geaggregeerde lager secundair onderwijs (alle afdelingen) met bijkomende optie "economie" behorend tot het pedagogisch hoger onderwijs van het korte type en met volledig leerplan".

Gegradeerde — Administratief — 2 (Boekhoudkundige ambten)

- diploma van het hoger onderwijs van het korte type, met volledig leerplan of voor sociale promotie, bekomen in een afdeling "boekhouding".

- diploma van het economisch hoger onderwijs van het korte type en met volledig leerplan of voor sociale promotie uitgereikt door een inrichting ingericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of één van de Gemeenschappen of door een examenjury ingericht door de Staat of één van de Gemeenschappen

- diploma geaggregeerde lager secundair onderwijs, afdeling "handel" of geaggregeerde lager secundair onderwijs (alle afdelingen) met de bijkomende optie "economie" behorend tot het pedagogisch hoger onderwijs van het korte type of met volledig leerplan.

Adjunct — Gespecialiseerd — 2 (Kinderverzorgsters)

- bekwaamheidsbewijs, getuigschrift of attest van beëindiging van hoger secundair beroepsstudies (afdeling kinderverzorging).

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende regeling voor de benoeming in elk van de graden en vaststelling van de diploma's die vereist zijn voor de werving in sommige graden bij de « Office de la Naissance et de l'Enfance ».

Brussel, 28 april 2000.

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de ONE,

J.-M. NOLLET

De Minister van Jeugdzaken, Ambtenarenzaken en Onderwijs voor sociale promotie,

W. TAMINIAUX.